

• **Dominique Voynet (Verts)** : « Je ne me sens pas du tout en concurrence avec José Bové et je considère être la seule à porter la globalité de la cohérence du projet d'écologie politique. »



Photo Reuters

• **Arnaud Montebourg (PS)** s'exprimant contre un scrutin proportionnel intégral : « La proportionnelle peut nous priver de la seule chose que nous devons conserver dans la V^e République, la stabilité et (...) une majorité claire ».

• **Daniel Cohn-Bendit (Verts)** à propos du soutien de Jacques Chirac à Nicolas Sarkozy : « personne ne le croit ». « Il ne le soutient pas vraiment, il ne l'aime pas et Sarkozy n'aime pas Chirac ».

• **Jean-Pierre Raffarin (UMP)** à propos du soutien de Chirac à Sarkozy : « Ce n'est pas une filiation, c'est une relève ».

• **Alain Krivine, (porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire)** : François Bayrou est le « roi de l'entourloupe ». « Quand un type en France vous dit "je ne suis pas à droite, je ne suis pas à gauche", c'est qu'il est totalement à droite ».

• **Nicolas Dupont-Aignan, (ex-candidat souverainiste)** : « Bayrou a l'avantage énorme de demander un référendum » pour la ratification d'un nouveau traité européen alors que Sarkozy veut un vote du Parlement, « rédhibitoire ».

■ interview

Éric Besson : « Les propositions de Royal, c'est le flou complet »

Qui connaît Madame Royal ? Le titre du livre-brûlot d'Éric Besson (1) est un clin d'œil rancunier à la déclaration de Ségolène Royal (« Qui connaît Monsieur Besson ? ») consécutive à la démission de ce dernier en pleine campagne électorale. Aujourd'hui, l'ancien secrétaire national du PS chargé de l'économie vide son sac... mais il ne le remplit pas : les droits d'auteur iront à des associations humanitaires.

Menteuse, dangereuse, démagogue, égocentrique, imprécise : êtes-vous sûr d'avoir pesé tous vos mots ? C'est un concentré très tassé de 165 pages mais tous les mots y sont. Partout ailleurs, j'explique pourquoi je suis en désaccord fondamental avec le système Royal et le flou complet de ses propositions, 35 heures, retraites, impôt sur le revenu, politique énergétique, etc. On peut flatter l'opinion et exposer la France à des catastrophes économiques !

Vous ne poussez pas un peu loin le bouchon ? Vous croyez ça ? En janvier, elle décide à la sauvette de porter la part des énergies renouvelables à 50 % et non à 20 %, notre engagement initial déjà très ambitieux. Ça signifie la fermeture de 25 sites nucléaires, l'abandon de la filière EPR, la fin de notre indépendance énergétique et, accessoirement, des dizaines de milliers

emplois perdus. Si ce n'est pas de la désinvolture... **Pour l'accuser de promouvoir son pouvoir et sa gloire personnels, vous la connaissez sans doute intimement...**

Ce n'est pas une question d'intimité. Contrairement aux apparences, je n'ai rien de personnel contre elle. C'est son rapport au politique que je dénonce parce qu'il trahit la pensée progressiste et rationnelle du socialisme français.

Pourtant, il y a eu tous ces débats participatifs...

Une mascarade ! Les débats ont bien eu lieu mais elle a voulu faire croire que ses 100 propositions du discours de Villepinte en étaient issues. Or, elles émanent pour une part du projet socialiste et, pour une autre, du petit comité de ses conseillers réunis dans une insupportable opacité.

Même l'idée des jurys citoyens vous a fait bondir ?

Elle privilégie l'émotion et le populisme au détriment de la démocratie participative. Je suis maire et je peux être amené à prendre une mesure qui peut paraître impopulaire dans l'instant mais qui, à plus long terme, sera bénéfique à l'intérêt général. En 1995, Jospin avait confronté toutes ses idées aux principaux dirigeants du PS et tout le monde avait pu argumenter, même si le mot de la fin lui revenait. **Elle a snobé les éléphants du parti...**

Le traitement humain



Photo AFP/Verdy

qu'elle inflige à des hommes d'État comme Jospin, Strauss-Kahn ou Fabius est indécent. Elle s'en affranchit, les appelle à la rescousse quand ça tangué dans les sondages, les met en avant sans trop s'afficher à leurs côtés, avant de les écarter de nouveau ! On a là un aperçu de sa gestion des ressources humaines...

Son annonce spectaculaire d'une VI^e République ?

Le projet socialiste l'avait écarté, et pour moi ça

signifie la suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Mais elle a repris les ingrédients institutionnels retenus pour les habiller avec ce numéro. Pour elle et pour Montebourg, il sert d'écran de fumée pour éluder toutes les questions de fond qui préoccupent les citoyens.

JEAN-MARC RAFFAELLI

(1) Grasset, 166 pages, 12,90 €.

« J'ai parlé avec Bayrou et Sarkozy »

Si vous ne votez pas pour Ségolène Royal, pour qui allez-vous voter ?

Je ne vous le dirai pas. Délesté de toute responsabilité nationale, j'ai le droit comme tout citoyen au secret de l'isoloir.

Mais souhaitez-vous son élimination au 1^{er} tour ?

Non. Un débat gauche/droite au 2^e tour, ce serait sain pour la démocratie.

Vous assumez donc l'hypothèse de voir Sarkozy ou Bayrou diriger le pays ?

Ils me paraissent aujourd'hui les plus qualifiés pour le faire.

Après votre démission, vous les avez rencontrés, Bayrou et Sarkozy ?

Nicolas Sarkozy que je connais personnellement depuis longtemps, m'a téléphoné. Et François Bayrou, je l'ai rencontré.

De quoi avez-vous parlé ?

De quantité de choses...

Ils ne vous ont rien proposé ?

Non. Je ne leur ai rien demandé, et je leur ai fait part de mon intention de renouer avec le monde de l'entreprise.

Pas dans l'anonymat. Grâce à Ségolène Royal, vous êtes désormais connu...

Je n'étais pas très connu du grand public et l'anonymat me convient. Lorsqu'elle a dit *Qui connaît Monsieur Besson ?* ça traduisait, au-delà de ma personne, un mépris hautain à l'égard de ceux qui travaillent pour elle. Après sa déclaration, j'ai reçu de nombreux messages me disant *Il vaut mieux être reconnu que connu*. Ça me va parfaitement.

■ solidarité

Martin Hirsch : « Parler du modèle social français est une erreur »



Photopqr/Maxppp/Petit-Tesson

Neurobiologiste, énarque d'un côté. Président de l'Union centrale des communautés Emmaüs, fondateur de l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives de l'autre. Martin Hirsch peut se targuer de connaître parfaitement les institutions tout en étant un homme de terrain. Cette double casquette lui vaut d'ailleurs d'être un interlocuteur privilégié des politiques. Surtout en période électorale.

A l'initiative du Syndicat de la Presse Quotidienne, il était l'invité d'un forum organisé autour du thème de la solidarité. Ni désabusé, ni optimiste, il a fustigé le modèle social français. « Plutôt que d'énoncer deux ou trois grandes nouvelles lois,

mieux vaut partir de programmes locaux, d'expériences sur des territoires restreints qui ont fait leur preuve, pour ensuite aller vers une décision nationale ».

Convaincu et convaincant

Le président d'Emmaüs défend ainsi l'idée d'un revenu de solidarité active, capable de se substituer à une batterie d'aides actuelles, parfois inefficaces, voire peu propices à la réinsertion par le travail. « Aujourd'hui, on est incapable de dire à quelqu'un combien il va gagner en acceptant un travail ! Quelles sont les aides auxquelles il a droit pour le logement, la santé... ? »

Homme convaincu et convaincant, Martin Hirsch ne se pose pas en donneur de leçon. Mais

prône une politique se basant sur les expériences qui ont déjà porté leurs fruits. « La cible prioritaire doit être les travailleurs pauvres qui sont à la charnière du système » dit-il.

Au slogan « zéro chômeur ou zéro SDF », il souhaiterait que les candidats s'engagent à éradiquer la pauvreté par étape, avec chiffres à l'appui. « Il est plus intéressant de dire, dans cinq ans, il y aura 700 000 enfants pauvres en moins sur les 2 millions que compte aujourd'hui la France ! » Si la campagne électorale est un moment privilégié pour les discours, Martin Hirsch refuse d'être focalisé sur l'enjeu présidentiel. « Le 7 mai, on continue comme avant ».

EVA ROQUE